Les juifs du Nord et du Pas-de-Calais dans la Shoah

Une histoire particulière

Danielle Delmaire

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/tsafon/2741>

DOI : 10.4000/tsafon.2741

ISSN : 2609-6420

Éditeur

Association Jean-Marie Delmaire

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2020

Pagination : 9-16

ISSN : 1149-6630

Référence électronique

Danielle Delmaire, « Les juifs du Nord et du Pas-de-Calais dans la Shoah », *Tsafon* [En ligne], 79 | 2020, mis en ligne le 01 juillet 2020, consulté le 23 juin 2021. URL : <http://journals.openedition.org/tsafon/2741> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/tsafon.2741>

Dossier

rassemblé et présenté par
Danielle Delmaire

Les juifs du Nord et du Pas-de-Calais dans la Shoah

Une histoire particulière

Immédiatement après l'invasion de la France par les troupes allemandes, en mai 1940, les deux départements du Nord et du Pas-de-Calais sont séparés de la France et rattachés à la zone dirigée par le *Militärbefehlshaber in Belgien und Nord-Frankreich (MBB)* – le commandant militaire en Belgique et dans le Nord de la France – qui siège à Bruxelles. Avant même l'armistice du 22 juin 1940, qui règle le sort de la France défaite, ces territoires sont complètement occupés et sont placés sous le commandement du général von Falkenhausen. Pour toute la population, cette situation impose un sort particulier, et plus particulièrement pour les juifs qui auront à faire face à des menaces multiples.

C'est ce constat qui a incité le Mémorial de la Shoah à Paris à programmer, pour le 8 décembre 2019, une rencontre intitulée « La particularité de la persécution des Juifs dans le Nord et le Pas-de-Calais » qui rassembla quatre historiens, suivie par les témoignages de trois rescapés de la persécution nazie qui étaient enfants pendant la guerre et qui tous habitaient Dunkerque en 1940. Le dossier présente donc ces quatre interventions plus développées par écrit qu'oralement. En effet, les rencontres sont toujours minutées afin de permettre un échange avec les auditeurs et les intervenants sont souvent amenés à réduire leur exposé. Nous leur avons donc offert la possibilité d'élargir leurs propos. Ce dossier est suivi de la transcription des trois témoignages.

Les quatre historiens qui s'attachent à décrire les événements qui ont ravagé les communautés juives du Nord et du Pas-de-Calais durant la Seconde Guerre mondiale ont tous éprouvé, tout comme moi-même, le sentiment de se situer dans un entre-deux. Parfois nous sommes associés à nos collègues qui travaillent sur l'histoire de la Shoah en France, en d'autres occasions ce sont nos collègues belges qui nous invitent à participer à leurs recherches. Nos travaux relèvent de l'histoire de la France et de l'histoire de la Belgique, tout à la fois ! Autre preuve de cet entre-deux dans lequel se place ce passé : la publication des listes des convois des déportés juifs. Dans son *Mémorial de la Déportation des*

Juifs de France, édité par ses soins en 1978, Serge Klarsfeld ajoute, à tous les convois partis de France, un convoi n° 84 qu'il intitule « convoi parti de Belgique le 15.9.1942 », dans le souci justifié de lister les noms de tous les déportés juifs vivant en France. Or, en plus de ce convoi du 15 septembre 1942 qui emporte les populations juives raflées le 11 septembre précédent, d'autres juifs des deux départements furent aussi déportés par d'autres convois qui ont quitté le camp de rassemblement de la Caserne Dossin à Malines dans les années 1942-1944. Leurs noms ne figurent pas dans ce convoi n° 84.

Maxime Steinberg, associé à Serge Klarsfeld, a fait paraître, quant à lui, le *Mémorial de la Déportation des Juifs de Belgique*, édité par l'Union des Déportés Juifs en Belgique et Filles et Fils de la Déportation (Bruxelles) en 1982. Dans ce Mémorial, l'historien de la Shoah en Belgique, décrit les 26 convois qui ont quitté la Caserne Dossin puis il aligne les noms de tous les déportés selon l'ordre alphabétique des noms de famille, près desquels il indique la date de naissance, le convoi où se trouvait le déporté et son n° dans le convoi. Dans cette très longue liste compilée sur de nombreuses pages, se trouvent les noms de tous les juifs du Nord et du Pas-de-Calais, ceux du convoi X parti de Malines le 15 septembre 1942 et tous les autres déportés incorporés dans d'autres convois ayant quitté la Belgique. Pourtant, ils ne sont pas des « Juifs de Belgique » comme l'écrit le titre de l'ouvrage.

Dans la version numérique du *Mémorial de la Déportation des Juifs de France*, de 2012, Serge Klarsfeld fournit plus de renseignements. Comme dans l'ouvrage de Maxime Steinberg, cette version donne l'identité de tous les déportés selon un ordre alphabétique des noms et dans une liste unique. À côté des nom et prénom de chaque déporté, on peut lire le n° du convoi, l'âge, la date et le lieu de naissance de celui-ci, son adresse et enfin l'endroit d'où il fut déporté. Mais à nouveau, les noms des juifs du Nord et du Pas-de-Calais déportés de Malines sont ajoutés en fin d'ouvrage ; la colonne du n° du convoi n'existe plus car tous ces noms sont rassemblés sous le titre de « convois 84 », au pluriel cette fois. Sont alignés les noms de tous les juifs du Nord et du Pas-de-Calais présents dans tous les convois de Malines. Toutefois l'indication du n° de convoi de Malines est absente dans cette liste numérisée. Pour le connaître, il faut compulser à nouveau l'ouvrage de Maxime Steinberg qui, lui, précise bien le n° du convoi.

Cette longue description des listes des déportés juifs de France met en évidence que les deux historiens, l'un Français, l'autre Belge, ont eux

aussi éprouvé des difficultés pour surmonter cette double appartenance des juifs du Nord et du Pas-de-Calais dans l'histoire de la Shoah. Où fallait-il les inscrire ? Fort heureusement, dans le souci de ne faire disparaître aucun nom, aucune victime, ils ont, finalement, choisi la double inscription : française et belge. Voilà bien l'expression de la particularité du sort des juifs de ces deux départements septentrionaux : pour ne pas disparaître dans le souvenir collectif et national, ils sont doublement reconnus.

Inversement, l'historiographie de la Shoah en France a pu laisser dans l'ombre des événements qui ont marqué les deux départements. C'est notamment le cas pour l'histoire des camps de juifs, « *judenlager* », du littoral. J'ai évoqué leur présence dès les années 1980 en publiant mes recherches à leur sujet dans deux publications¹, peu répandues il est vrai. Maxime Steinberg, dans sa monumentale histoire, en quatre volumes, de la Shoah en Belgique², les mentionne dans quelques pages puisque ces camps sont ouverts à l'été 1942 pour mettre au travail des juifs de Belgique. Quant à Laurence Schram, dans sa thèse sur la Caserne Dossin³, elle évoque très bien ces camps où travaillaient ces juifs car, finalement, à leur tour ces travailleurs forcés furent déportés à Auschwitz en passant par la Caserne Dossin de Malines, à la fin du mois d'octobre 1942. En revanche, Anne Grynberg⁴ et Denis Peschanski⁵ les passent sous silence dans leurs travaux. Ces camps ont été mis en place pour l'édification du Mur de l'Atlantique par des juifs de Belgique, or ces historiens s'intéressaient à l'histoire des juifs de France et non à celle des juifs de Belgique. Il en est de même pour un récent ouvrage signé par Jean-Luc Pinol, professeur émérite à l'ENS de Lyon⁶. Parmi les

¹ « Les camps de juifs dans le nord de la France (1942-1944) », dans *Bulletin de MEMOR*, n° 8, décembre 1987, p. 47-65 et « Actes de la Table Ronde sur les « camps de Juifs » ouverts dans le Boulonnais par l'Organisation Todt », dans *Bulletin de MEMOR*, n° 10, octobre 1989, 45 p.

² *L'Étoile et le Fusil*, t. I, *La Question juive, 1940-1942*, Bruxelles, éd. Vie Ouvrière, 1983 ; t. II, *1942, Les cent jours de la déportation des Juifs de Belgique*, Bruxelles, éd. Vie Ouvrière, 1984 ; t. III, vol. 1 et 2, *La Traque des Juifs, 1942-1944*, Bruxelles, éd. Vie Ouvrière, 1987.

³ *Dossin. L'antichambre d'Auschwitz*, Bruxelles, Racine, 2017.

⁴ *Les camps de la honte : les internés juifs des camps français : 1939-1944*, Paris, éd. la Découverte, 1991, 1999.

⁵ *La France des camps : l'internement, 1938-1946*, Paris, Gallimard, 2002.

⁶ *Convois. La déportation des Juifs de France*, Paris, éd. du Détour, septembre 2019, préfacé par Serge Klarsfeld. Lire la recension de l'ouvrage dans la rubrique « À travers les livres... », en fin du numéro.

nombreuses cartes réalisées par l’auteur (130 en tout !), il en est une qui localise les lieux où des juifs sont décédés dans des camps d’internement et dans des lieux de transit en France (p. 33). Les camps du Boulonnais n’apparaissent pas et pourtant des juifs y sont décédés. Érigées après la guerre, des tombes dans le cimetière de Dannes-Camiers ainsi que des stèles en conservent le souvenir (voir Rudy Rigaut). Ces camps implantés en France pour le travail forcé des juifs de Belgique appartiennent à l’histoire des juifs des deux pays ou ne participent à aucune histoire !

Après ce constat, l’appel à la coopération entre historiens français et belges, pour entretenir l’histoire particulière des juifs du Nord et du Pas-de-Calais, lancé par Laurence Schram, à la fin de son article, doit être entendu. Et tous les intervenants à cette rencontre y souscrivent.

Le rattachement de ces deux départements septentrionaux au commandement militaire de Belgique eut pour conséquence un sort particulier vécu par leur population juive. Et le littoral, zone rouge dans cette zone rattachée, présente encore plus de particularité que le reste de la région. En effet, face à l’Angleterre qui résiste à l’attaque allemande de l’été 1940, les villes de la Côte d’Opale ont enduré des bombardements meurtriers début juin 1940 puis en 1944 lors des combats de la Libération. Lorsque la présence allemande s’implante durablement, l’occupant décide que la zone doit être *judenrein*, sans juifs, dès la fin de l’année 1940. Dès lors, la chronologie nordiste des arrestations et des rafles se distingue de la chronologie du reste de la France. D’une part dès le mois de décembre 1940, les Allemands aidés de la police française évacuent tous les juifs du littoral vers un centre de regroupement à Troyes (voir Rudy Rigaut). Ce sont les premières arrestations de juifs, en France. Elles ne sont pas suivies d’une déportation immédiate mais, internés en un même lieu, ces juifs seront facilement déportables ultérieurement. D’autre part, le calendrier des rafles du Nord–Pas-de-Calais se calque sur celui des rafles de Belgique. Souvent, pour compléter un convoi en partance pour Auschwitz depuis Malines, les Allemands puisent dans la population juive des deux départements. Ainsi la grande rafle du 11 septembre 1942 permet de constituer le convoi X qui emporte également les victimes d’une autre grande rafle, celle d’Anvers des 11 et 12 septembre 1942 (voir Monique Heddebaut et Laurence Schram).

Une fois l’occupation allemande bien établie dans la zone rattachée à Bruxelles, les stratégies pour échapper aux arrestations deviennent de

plus en plus compliquées pour les juifs. Fuir vers la zone dite libre, jusqu'en novembre 1942, oblige à franchir clandestinement deux lignes de démarcation car des contrôles sévères peuvent arrêter les fugitifs dès une première ligne sur la bordure sud des deux départements. Puis il faut encore affronter les barrages serrés de la ligne qui sépare la zone occupée de la zone non occupée (voir Monique Heddebaut). Il faut donc rechercher l'aide de plusieurs passeurs et accumuler une plus grande somme d'argent pour les payer.

Les juifs de Nord et du Pas-de-Calais ont été victimes de l'« aryanisation » de leurs biens comme tous les juifs de France, mais cette histoire se singularise également par rapport à celle des juifs du reste du pays. En effet, parfois des familles juives possèdent des résidences secondaires sur la côte qui offre des activités balnéaires. La spoliation vise souvent les domiciles et les entreprises, au demeurant bien modestes pour l'ensemble des deux départements⁷ (voir Jean-Baptiste Gardon et Rudy Rigaut). Il existe dans la région quelques grandes entreprises appartenant à des familles juives mais très souvent celles-ci ne sont pas domiciliées dans le Nord ou le Pas-de-Calais et c'est à Paris que se trouve leur siège. Le plus souvent l'établissement confisqué est un simple magasin, voire le fonds de commerce d'un marchand ambulant, bien plus rarement il s'agit d'une petite usine.

Enfin autre particularité de la région du Nord-Pas-de-Calais : le sort réservé aux Tsiganes. Si les familles tsiganes en France ont été arrêtées et ont été internées dans des camps où la vie était si difficile que les décès se sont multipliés, ils n'ont pas été déportés. Il n'en est pas de même dans la zone rattachée à Bruxelles. « Cas unique en France » (voir Monique Heddebaut), les Tsiganes du Nord-Pas-de-Calais ont été raflés et déportés à Auschwitz après un passage à la Caserne Dossin, à Malines (voir Laurence Schram). Là encore, le calendrier nordiste est calqué sur celui de la Belgique puisque le convoi Z (pour *Zigeuner*) du 15 janvier 1944 emporte des Tsiganes de Belgique et de la zone qui lui est rattachée (voir Monique Heddebaut). Leurs maigres biens sont aussi « aryanisés ».

Chacune des diverses régions découpées dans la France occupée a ses propres particularités. L'histoire de la Shoah sur le territoire national

⁷ À ce sujet, lire l'excellente monographie de Nicolas Mariot et Claire Zalc, sur les juifs de Lens, *Face à la persécution : 991 Juifs dans la guerre*, Paris, éd. Odile Jacob, 2010.

n'est pas une histoire homogène. La seule homogénéité est le but final : l'extermination des juifs et le profit économique par la spoliation.

La première partie de la rencontre du 8 décembre 2019 a donc permis d'entendre les quatre historiens qui signent les articles du dossier.

La présentation de la situation générale a été confiée à Monique Heddebaut. Ses travaux antérieurs sur le sort des communautés juives et tsiganes dans les deux départements justifiaient de lui remettre cette tâche. La bibliographie qu'elle présente à la fin de son article sert à comprendre l'historiographie du sujet.

Quant à la particularité de l'histoire des juifs du littoral dans la singularité de l'histoire des juifs de la zone rattachée à Bruxelles, il revenait à Rudy Rigaut d'en parler. Il vient de soutenir une thèse sur les « 'Juifs' dans la zone littorale du Nord et du Pas-de-Calais, du début du XIX^e siècle à la fin des années 2010 », à l'université d'Artois.

Chercheuse senior au Musée de l'Holocauste et des Droits de l'homme de Malines, Belgique, Laurence Schram, dont la thèse publiée porte sur l'histoire de ce camp de rassemblement en vue de la déportation des juifs et des Tsiganes, était désignée pour présenter le lieu où ont transité tous les juifs et les Tsiganes arrêtés ou raflés dans le Nord et le Pas-de-Calais. Son intervention permet de suivre le douloureux parcours des juifs et des Tsiganes après leur arrestation. Et elle souligne parfaitement la différence entre le camp de rassemblement de la Caserne Dossin et les camps de Drancy, en France, et Westerbork, aux Pays-Bas.

Enfin, Jean-Baptiste Gardon rappelle son parcours d'enseignant de la Shoah auprès d'élèves peu ou pas réceptifs. À sa manière, il évoque une autre particularité de la région : la présence d'élèves d'origine immigrée qui ne se sentent pas concernés par le sujet. Puis, après avoir placé le lecteur devant ces difficultés, il retrace le parcours d'une fratrie durement touchée par la persécution raciale : arrestation, déportation, spoliation et fusillade ! Autant de faits relevant de la Shoah : l'extermination des juifs car Élie Rabinovitch fut bien fusillé en tant qu'otage « israélite » bien que « considéré comme inoffensif » !

Le dossier présente un grand nombre de photos qui furent projetées lors de la réunion au Mémorial. Nous avons tenu à en reproduire la plupart car elles font partie des souvenirs des témoins, devenant à leur tour témoignage de l'amour de parents envers leurs enfants, de familles d'accueil envers un enfant caché.

La table ronde était animée par l'historienne Claire Zalc.